

## TUNISIE

# Retour sur le prix Nobel de la paix dans un contexte instable

→ par Marc Delepouve, secrétaire national



© DR

Le 9 octobre 2015, le Nobel de la paix a été attribué au « Dialogue national tunisien », un quartet d'organisations composé de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT, syndicat), de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica, fédération patronale), de la Ligue tunisienne des droits de l'homme et de l'Ordre national des avocats.

Les jurés norvégiens ont rendu hommage à ce quartet « pour sa contribution décisive à la construction d'une démocratie pluraliste en Tunisie dans la suite de la révolution du jasmin de 2011 ». Ce quartet s'était activé pour trouver une issue à la crise politique née des assassinats de deux figures de la gauche laïque : Chokri Belaïd, le 6 février 2013, et Mohamed Brahmi, le 25 juillet 2013. En janvier 2014, il était parvenu à obtenir la démission du Premier ministre Ali Larayedh, issu du parti islamiste Ennahdha, ainsi qu'un compromis entre l'ensemble des partis politiques sur un texte de Constitution.

La Tunisie est, parmi les pays arabes ayant mené une révolution au début des années 2010, le seul à avoir évité une situation de chaos ou de guerre civile et le retour d'une dictature. L'UGTT

et l'ensemble du quartet y ont joué un rôle déterminant.

Cependant, la situation n'est pas stabilisée. La Libye voisine a sombré dans la guerre civile, avec pour conséquence un développement de foyers terroristes. La Tunisie en est directement victime, avec notamment les attentats du musée du Bardo et de la station balnéaire de Sousse qui, en 2015, qui ont fait respectivement 22 et 39 morts. La France et l'OTAN, en contribuant à la chute du régime de Kadhafi sans anticiper et préparer la suite, portent une lourde responsabilité.

La situation économique et sociale de la Tunisie est dégradée, en raison des actes

terroristes qui ont notamment provoqué une baisse des revenus du tourisme de 50 % entre septembre 2014 et septembre 2015, mais aussi en raison du

contexte du libre-échange marchand international qui réduit drastiquement la capacité d'action du gouvernement. Le chômage touche plus de 15 % de la population active, en particulier les jeunes diplômés.

Après plusieurs jours de manifestations contre la misère et l'exclusion sociale, ayant donné lieu à des affrontements avec la police, un couvre-feu national a été instauré du 22 janvier au 5 février 2016. ●

▼  
**La Tunisie est, parmi les pays arabes ayant mené une révolution au début des années 2010, le seul à avoir évité une situation de chaos.**  
 ▲